

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	I
----------------	----------

SOMMAIRE	V
-----------------	----------

LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	VII
---	------------

INTRODUCTION	1
---------------------	----------

§ 1. De l'émergence historique d'une catégorie d'individus : les supplétifs	1
A. Les « indigènes » ou le schisme entre le national et le citoyen	1
B. Les « supplétifs musulmans » ou le fruit de la guerre d'Algérie.	5
§ 2. Du développement d'une politique assimilationniste dans un contexte « universaliste ».	10
A. La France des années 1960 à nos jours : de l'essor du différencialisme dans l'universalisme républicain	10
B. La détermination juridique postcoloniale d'une catégorie issue du contexte colonial	14

<u>PREMIÈRE PARTIE. LE DÉSORDRE INITIAL DES MESURES : ENTRE IMPRÉVISION, IMPOSSIBILITÉ ET INTENTIONNALITÉ</u>	23
--	-----------

CHAPITRE I. L'URGENCE DE L'INSTALLATION	25
Section I. La réapparition des camps : entre protection et contrôle	26
§ 1. Le retour du logement contraint : une urgence récurrente	28
A. La création ou la reconversion des camps	28
1. L'improbable qualification du recours au mode « concentrationnaire » : un internement administratif ?	28
2. Les modalités d'ouverture des camps	34
B. Le fonctionnement des camps	44

1. Le rapport au monde intérieur : le personnel	44
2. Le rapport au monde extérieur : les missions de police	49
§ 2. Les buts du logement contraint : un outil pratique mais douteux	53
A. Les fonctions sociales et sanitaires	53
1. La déclaration reconnitive de nationalité	53
2. Le contrôle sanitaire	56
a. Le contrôle sanitaire dans l'ensemble des camps	56
b. Les camps à vocation de contrôle sanitaire	59
3. La tutelle sociale	61
B. Les fonctions professionnalisantes	64
1. Le tri	64
2. La formation professionnelle	67
Section II. La qualité de rapatrié : entre fiction et assimilation aux Pieds-noirs	71
§ 1. L'admission officielle au bénéfice des prestations initiales d'accueil et de réinstallation	74
A. Une palette de prestations diversifiée mais d'application discriminatoire	75
1. Des prestations d'accueil insuffisantes	75
a. Les prestations de retour	75
b. Les prestations de subsistance	76
c. Les prestations sociales	78
2. Des aides au reclassement guère usitées	80
B. Une politique sociale en proie à une logique de gestion territoriale	81
§ 2. L'admission étendue au bénéfice des dispositifs ultérieurs liés à la réinstallation	84
A. L'inéquitable admission aux dispositifs d'indemnisation	85
1. Des dispositifs d'indemnisation multiples	85
a. Une première loi d'indemnisation renforçant les inégalités entre rapatriés	86
b. Des dispositifs postérieurs tentant une modulation	87
2. Une logique indemnitaire incertaine	89
B. L'admission partielle au dispositif général de désendettement	95
1. Les moratoires	95
2. Les remises	96
3. La consolidation	97
4. Les plans d'apurement	98
5. La suspension des poursuites	100
CHAPITRE II. L'INSTALLATION DANS L'URGENCE	104
Section I. Les hameaux forestiers : de l'insertion par la ségrégation rurale	105
§ 1. Des modalités de création impliquant un isolement géographique	106
A. L'impulsion étatique donnée à l'implantation des hameaux	106
B. La répartition des charges liées à la construction des hameaux	108
§ 2. Des modalités de fonctionnement impliquant un isolement juridique	112
A. Une situation professionnelle dérogatoire au droit commun	112

B. La suppression de certaines clauses contradictoires en droit commun	115
1. Le hameau, un outil facilitant les missions de police	115
2. Le hameau, un outil de contrôle social	117
3. Le hameau, un outil mal pensé en termes de scolarisation	118
Section II. La politique de l'habitat : de l'insertion par la ségrégation urbaine	121
§ 1. Le logement en HLM, du droit affirmé aux droits refusés	122
A. Les distorsions au programme spécial de construction pour les rapatriés	122
B. L'utilisation discriminatoire du droit de réservation	124
§ 2. Le logement en cités et foyers, du droit spécifique au droit ghettoïque	129
A. Une gestion dans la logique de la Sonacotral	130
B. Les types d'ensemble concernés	135
1. La logique classique : les foyers	135
2. Un dispositif nouveau : les Cités	137

SECONDE PARTIE L'ÉMERGENCE DE POLITIQUES PUBLIQUES RATIONALISÉES **145**

CHAPITRE I. LES MESURES D'INSERTION DANS LA COMMUNAUTÉ NATIONALE : UN DIFFÉRENCIALISME ADAPTATEUR	147
Section I. Les mesures d'insertion dans la vie active	148
§ 1. L'aide à la formation : outil d'intégration ou facteur de reconduction des exclusions ?	149
A. La formation initiale	149
1. L'impossible assimilation du modèle de la personne raisonnable au bon père de famille dans sa conception originelle	150
a. Un dispositif parallèle aux CASEC	150
b. Un dispositif principal : l'aide à la scolarisation	152
2. Un dispositif actuel diversifié	153
a. L'enseignement élémentaire	153
b. L'enseignement secondaire général	154
c. L'enseignement technique professionnel	154
d. L'enseignement supérieur	154
3. Un dispositif théoriquement subsidiaire	155
B. La formation professionnelle continue	157
1. Le dispositif initial non reconduit	158
a. L'école de Dieppe	158
b. Le centre militaire de formation professionnelle de Fontenay-le-Comte	159
2. Les mesures reconduites	160
a. Écoles de l'ONAC	160
α. Le dispositif de 1988 à 2001	160
β. Le dispositif instauré en 2004	160

γ. La « bataille pour l'emploi du monde combattant »	161
b. Stages permis poids lourds, transports en commun, transports de produits dangereux et licences de caristes	162
c. Stages divers	163
§ 2. Les aides à l'accès au marché de l'emploi	164
A. Les aides spécifiques instituées	165
1. Les conventions relatives à l'emploi	165
a. Les conventions liées à des contrats de droit commun	165
α. Le dispositif initial de 1994	165
β. Le dispositif de 2001	168
b. Les conventions indépendantes des contrats de droit commun	168
α. Le dispositif de 1994	168
β. Le dispositif de 1999	169
γ. Le dispositif de 2001	170
2. L'aide à la création, à la reprise d'entreprise et au conseil	170
a. L'aide à la création ou à la reprise d'entreprise	170
b. L'aide au conseil	171
3. Les aides à la mobilité	172
a. L'aide à la mobilité liée à l'emploi	172
b. L'aide à la mobilité liée à la formation professionnelle	174
B. La personne raisonnable est dotée de certaines qualités	174
1. Les diverses structures concernées	174
a. Les cellules interservices	175
α. Une gestion étatique, réponse aux déboires de l'ONASEC ?	175
b. Les cellules pour l'emploi	179
c. Les agents de coordination chargés de l'emploi	180
2. Les difficultés liées au traitement automatisé de données personnelles	181
a. La nécessité de respecter la procédure devant la CNIL	181
b. La difficulté d'un traitement automatisé au regard de la mention des origines	182
Section II. Les mesures d'insertion dans la vie sociale	186
§ 1. L'insertion par l'accès ou le maintien dans un logement	187
A. Les mesures de désendettement immobilier	187
B. Utilisation décevante du modèle dans le cadre du droit de l'inexécution contractuelle	190
1. Les mesures visant l'accès au logement	190
a. L'aide à l'acquisition d'un logement	190
b. L'aide à l'amélioration du logement	192
2. L'aide à l'accès au logement locatif	194
a. L'aide à la réservation d'un logement	194
b. L'aide au locataire	196
§ 2. L'insertion par le maintien du conjoint survivant dans la cité	198
CHAPITRE II. VERS UN DIFFÉRENCIALISME RECOGNITIF	200

Section I. Le dispositif d'expression mémorielle	202
§ 1. Le dispositif déclaratif	202
A. Le statut incertain des lois mémorielles	203
1. L'essor des lois mémorielles	203
2. L'évolution contestée vers un « législateur historien »	207
B. Les interrogations suscitées vis-à-vis de la validité des actes parlementaires	211
1. La question de la constitutionnalité des lois mémorielles	211
2. Une solution envisageable : la résolution	215
§ 2. Le dispositif expressif	218
A. Le dispositif local	218
1. La cohérence vue comme un élément de la bonne foi	218
a. La moindre implication communale	218
b. L'intervention départementale : l'exemple du mémorial de Rivesaltes	221
2. Un cas atypique : l'EPCC de Marseille	229
B. Le dispositif national	231
1. L'instauration de journées d'hommage	231
2. La création d'instances officielles de promotion de la mémoire	234
Section II. Le dispositif de concrétisation de la gratitude	238
§ 1. Le dispositif pénal de reconnaissance	238
A. La pénalisation, une poursuite de la loi du silence ?	239
B. La pénalisation, une précision législative utile ?	242
1. La reprise d'infractions existantes	242
2. L'inanité de l'insistance parlementaire	244
§ 2. Le dispositif matériel de reconnaissance	246
A. L'instauration d'une mesure matérielle de reconnaissance	246
1. Les fondements insatisfaisants	247
2. Le raisonnable : un fondement adéquat	250
B. La reconduction de mesures matérielles de reconnaissance	253
1. La rente viagère : pour une perspective assistancielle dans le long terme	253
2. L'allocation de reconnaissance : vers la fin de la logique assistancielle	255
3. Entre allocation et capital : vers une volonté « de boucler la boucle »	255

CONCLUSION **261**

ADDENDUM **265**

BIBLIOGRAPHIE **269**

I - RAPPORTS ET ARCHIVES **269**
A. Rapports 269

B. Archives	272
II - MANUELS ET OUVRAGES GÉNÉRAUX	274
III - OUVRAGES SPÉCIALISÉS	275
A. Ouvrages sur les supplétifs musulmans	275
B. Ouvrages sur la colonisation et la guerre d'Algérie	276
C. Ouvrages sur les camps et l'internement en France	277
D. Ouvrages sur la nationalité et les étrangers	278
E. Ouvrages de droit et de politiques sociaux	279
F. Ouvrages sur l'urbanisme	280
G. Ouvrages sur l'indemnisation et l'endettement	280
H. Ouvrages sur la mémoire et le droit	281
IV - ARTICLES ET ÉTUDES	282
A. Articles et études sur les supplétifs et les rapatriés	282
B. Articles et études sur la guerre d'Algérie	284
C. Articles et études sur les camps et l'internement	286
D. Articles et études sur le droit et les colonies	286
E. Articles sur la différenciation	287
F. Articles sur le logement et l'aménagement	291
G. Articles sur le droit, la mémoire et le passé	292
H. Articles sur décentralisation et culture	294
I. Articles et études autour de la normativité	295
V - NOTES DE JURISPRUDENCE ET CONCLUSIONS DE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	295
VI - NUMÉROS DE REVUES SPÉCIALISÉES	296
VII - WEBOGRAPHIE	297
VII - FILMOGRAPHIE	298
TABLE DES MATIÈRES	299

Achévé d'imprimer
par OUDIN Imprimeur
Poitiers (France)



Dépôt légal : N° 1901
Décembre 2009